

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 137 (1992)
Heft: 7-8

Artikel: Publication d'un travail de bénédictin... : Willy Gautschi, auteur d'une biographie du général Guisan
Autor: Weck, Hervé de
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345222>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Publication d'un travail de bénédictin...

Willy Gautschi, auteur d'une biographie du général Guisan

Par le colonel Hervé de Weck

L'histoire, cette science humaine qui tend à l'objectivité sans jamais y parvenir complètement, connaît des cycles, puisque les historiens découvrent toujours de nouvelles sources ou sont amenés à revoir l'interprétation de documents déjà connus; l'histoire connaît aussi des modes, car certains auteurs se laissent entraîner par les courants de la société dans laquelle ils vivent.

Les études sur la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale n'échappent pas à ces tendances. Depuis quelques années, des auteurs de premier plan, qui peuvent aller plus loin que leurs prédécesseurs, remettent en cause des conclusions qui passaient naguère pour définitives. Ils ne font pas pour autant de l'«histoire critique», ce courant contestataire, dont Philippe Marguerat définit la faiblesse: «Polémique et journalistique à l'excès, il accuse sans être capable de fonder en bonne méthode historique ses chefs d'accusation¹.» Ainsi, dans *La Suisse*

se face au III^e Reich, Marguerat évalue à la baisse les talents stratégiques du général Guisan, réhabilite des officiers que l'on accusait traditionnellement de sympathies pro-nazies.

Une somme médiévale!

La volumineuse étude de Willy Gautschi sur le général Guisan, d'abord publiée en allemand en 1989, puis en français au cours de l'année 1991², apparaît comme une somme au sens médiéval du terme. On y trouve «tout», du connu, du moins connu et de l'inédit; comme dans une somme, certains détails ne semblent pas indispensables, qui alourdissent un peu le volume. L'auteur, historien objectif et scientifiquement irréprochable, annonce d'emblée que son «étude n'a nullement l'intention de précipiter de son socle le monument que le peuple suisse a élevé au général en son souvenir largement mérité, ou encore d'amoindrir son image. Elle

se propose bien plus (...) d'éclaircir, sur la base des sources historiques, les problèmes que le commandement de l'armée a dû affronter dans les circonstances du service actif (...).»

Gautschi, dans certaines parties de la «somme», fait la synthèse des recherches historiques: c'est normal, le lecteur n'ayant pas forcément des connaissances bibliographiques dignes d'un professeur d'université! Selon lui, «la Suède, bien que dans une situation stratégiquement moins exposée, consentit à plus de concessions que la Suisse envers le III^e Reich pendant la Seconde Guerre mondiale.» Les chapitres consacrés à la campagne de France et à l'armistice de 1940 ne parlent pourtant pas de la grave menace d'invasion qui pèse sur la Suisse, en juin et en juillet 1940, et que le service de renseignement de Masson n'a pas détecté. Vu les délais d'impression, l'auteur n'a pas exploité l'étude de Klaus Urner³. Sur la base du rapport des forces à la frontiè-

¹La Suisse face au III^e Reich. Réduit national et dissuasion économique. 1940-1945. Lausanne, Editions 24 Heures, 1991. 183 pp.

²Le général Guisan. Le commandant de l'armée suisse pendant la Seconde Guerre mondiale. Traduit de l'allemand par Corinne Giroud, Lausanne, Payot, 1991. 901 pp.

³«Die Schweiz muss noch geschluckt werden!» Hitlers Aktionspläne gegen die Schweiz. Zwei Studien zur Bedrohungslage im Zweiten Weltkrieg. Zürich, Neue Zürcher Zeitung, 19920. 213 pp.

re ouest, il souligne pourtant qu'à ce moment, la Suisse se trouve « dans la situation la plus précaire de toute la guerre, sans en reconnaître l'extrême menace sur le moment même. » Bien qu'il ait rédigé ses pages sur la stratégie du Réduit avant la sortie du livre de Philippe Marguerat⁴, Gautschi ne se trouve pas en contradiction avec les conclusions du professeur neuchâtelois.

Le rapport du Grütli et le message du général, radio-diffusé le 1^{er} août, provoquent une amélioration sensible du moral de la population», donc de l'armée, mais il serait faux de croire que le moral s'est amélioré radicalement dans toutes les parties du pays. Le commandant en chef devient alors « le symbole de la résistance absolue »; il s'affirme à un moment décisif et parvient à dominer une situation de crise. « Contrairement à Wille, Däniker et à leurs partisans, Guisan comprit que la Suisse était menacée dans sa substance morale autant que dans sa souveraineté politique, il réalisa que le totalitarisme étranger incarné par le III^e Reich représentait un danger mortel pour la conception suisse de la liberté du peuple et de la démocratie (...). »

Gautschi démontre également que le projet de l'ordre d'armée du 3 juin 1940 est dû au commandant de corps Wille qui avait conseillé de diffuser un tel document, afin de



Général Guisan, œuvre du sculpteur vaudois Milo Martin (1893-1970), réalisée en plâtre en 1941, coulée en bronze en 1992, grâce à l'appui du Crédit Suisse, et remise au Musée militaire de Morges.

renforcer le moral des cadres et des troupes. Guisan n'en a pas changé un mot. Le moral de l'armée et de la population, Guisan contribue à le maintenir grâce à ses dons de com-

municateur, ennemi d'un formalisme militaire vide de sens et d'un drill stupide qui n'apporte rien à l'instruction. Le moral, c'était l'objet du gros livre d'André Lasserre qui s'appuyait sur

⁴ Marguerat, Philippe, *op. cit.*



les archives de l'Office Armée et Foyer⁵.

Braunschweig avait étudié les relations entre le colonel brigadier Masson, chef du service de renseignement, et le général SS Schellenberg⁶. Gautschi y ajoute une évocation des péripéties politico-judiciaires autour de Roger Masson, après la fin de la guerre. Celui-ci couvrira le commandant en chef qui ne prendra pas publiquement la défense de son ancien subordonné.

L'état-major particulier du général

Dès sa prise de commandement, le général Guisan

s'entoure d'un état-major personnel qui lui prépare ses dossiers, crée les conditions de ses décisions, effectue toutes sortes de missions. Durant le service actif, environ trente officiers y servent. La plupart appartiennent à de vieilles familles et proviennent de la cavalerie ou de l'artillerie. Le commandant en chef semble avoir eu un faible pour les officiers d'état-major général de milice.

Le cercle le plus intime se compose surtout de Romands protestants, parmi lesquels ses deux plus proches collaborateurs, Samuel Gonard et Bernard Barbey, se succèdent à la

tête de l'état-major particulier. Tous deux pourvus de qualités intellectuelles qui font défaut à Guisan, ils le complètent à merveille: talent sur le plan opératif chez Gonard, compétences littéraires chez Barbey. Ils jouent tous deux un grand rôle dans le processus de décision du général.

Les deux chefs de l'état-major général, Labhart et Huber, ont critiqué l'existence de cet organisme, tout comme les commandants de corps Borel, Constam, Frick et Montmolin. Le divisionnaire Marius Corbat en a fait de même. Ils accusent surtout l'état-major particulier d'avoir

⁵La Suisse des années sombres. Courants d'opinion pendant la Deuxième Guerre mondiale 1939-1945. Lausanne, Payot, 1989. 406 pp.

⁶Geheimer Draht nach Berlin. Die Nachrichtenlinie Masson – Schellenberg und der schweizerische Nachrichtendienst im Zweiten Weltkrieg. Zürich, 1939. 528 pp.

empêché une bonne collaboration et des relations étroites entre le général et le chef de l'état-major général. Entre 1914 et 1918, l'ensemble du commandement de l'armée se trouvait à l'Hôtel Bellevue-Palace à Berne. Chaque soir à cinq heures, le commandant de corps von Sprecher se rendait chez le général, si bien qu'aucune communication écrite n'était nécessaire entre eux.

«Aussi bien intentionné qu'il puisse paraître, en conclut Gautschi, et malgré les services importants qu'il rendit au général, l'état-major particulier ne semble guère constituer (...) une institution militaire judiciaire. (...) il fut une solution personnelle apportée au problème de la conduite de l'armée, taillée à la mesure de la personnalité du général alors en charge.»

«Conversations d'état-major» avec la France

On connaît les discussions que Gonard et Barbey ont eues avec des représentants du haut commandement français, afin de régler les aspects techniques d'une éventuelle collaboration des deux armées, en cas d'invasion de la Suisse par la Wehrmacht. Gautschi présente ces «conversations d'état-major», sans évoquer la thèse d'une possible duplicité du généralissime Gamelin qui aurait

cherché à affaiblir l'offensive allemande contre la France en attirant les forces de la Wehrmacht en Suisse⁷.

Avant le début de la Seconde Guerre mondiale, des rumeurs circulaient déjà dans le haut commandement allemand concernant des conventions franco-suisse. L'ambassadeur Köcher, au début de l'année 1940, demande des précisions au conseiller fédéral Pilet-Golaz, chef du Département politique. Celui-ci répond forcément par la négative, puisqu'il ne sait rien des contacts officieux avec le commandement français; il semble avoir convaincu son interlocuteur...

En Suisse, le chef de l'état-major général Jakob Labhart et ses plus proches collaborateurs, Hans Frick, sous-chef d'état-major Front, Rudolf von Erlach, chef de la section des opérations, qui ignorent les démarches entreprises sur l'initiative du commandant en chef, ne sont pas opposés à une coopération avec la France, en cas d'invasion allemande. En revanche, pour que la Suisse ne donne pas l'impression de s'écarter des devoirs dus à son statut d'Etat neutre, ils rejettent l'idée de conclure à l'avance des accords techniques. N'étant pas informés, Labhart et le chef des opérations vont interpréter les concentrations de troupes françaises à la frontière ouest de la Suisse comme des indices d'intentions offensives, alors qu'il s'agit

des mesures préalables prises en vue d'un appui éventuel. Pour ces responsables, comme pour le Conseil fédéral, la mobilisation de la couverture-frontière, puis la mobilisation générale sont décidées sous la pression d'une certaine «menace française».

Concernant les «conversations d'état-major», Gautschi fournit des perspectives nouvelles lorsqu'il traite des conséquences pour le général Guisan de la découverte par les Allemands de dossiers compromettants à la Charité-sur-Loire. A la fin 1940, sa situation apparaît précaire, d'autant plus que le commandant de corps Wille et le colonel Däniker, ses adversaires, informent Pilet-Golaz de ce que leur ont dit des sources allemandes. Ces deux officiers cherchent à remplacer le commandant en chef par quelqu'un de plus sensible aux volontés allemandes. De telles manœuvres vont se poursuivre jusqu'en été 1941. La position de Guisan ne tient qu'à un fil. «Il n'aurait manqué que le détonateur pour faire sauter le général. Ses adversaires hésitèrent, ce fut sa chance.» Jusqu'à sa mort, Guisan niera que des conventions aient été établies avec les Français.

La conjuration des officiers

Après la défaite foudroyante de la France, qui

⁷ Voir Pedrazzini, Dominic: «Coopération ou mystification? Les projets français d'intervention en Suisse. 1936-1940», RMS, septembre 1989, p. 437-452.



passait jusqu'alors pour la première puissance militaire du monde, le discours apparemment défaitiste du conseiller fédéral Pilet-Golaz⁸, le 25 juin 1940, se trouve à l'origine de la «Ligue» regroupant une trentaine d'officiers de grade modeste, que certains ont appelé une «conjurat[i]on», la seule en tout cas depuis 1848. Les têtes pensantes sont des collabo-

rateurs du service de renseignement: le capitaine Hans Hausamann, les capitaines EMG Alfred Ernst et Max Waibel.

Il s'agit, pour eux, d'assurer par des mesures préalables, qui doivent rester secrètes, la résistance armée contre une invasion allemande, même si le Conseil fédéral capitulait. Il faudrait également interve-

nir si le gouvernement ne rejetait pas des exigences inacceptables de la part de Berlin. Une telle hypothèse apparaît «plutôt improbable», mais on peut comprendre que les propos sybillins du président de la Confédération aient pu faire naître des doutes sérieux chez de jeunes officiers patriotes, qui doutent même de la volonté de résistance du général, celui-ci ne s'étant pas encore exprimé clairement lors du rapport du Grütli. Les «conjurés», avec beaucoup de candeur, se réunissent dans des établissements publics; ils mettent en place des hommes de confiance dans les grands états-majors, qui, après réception d'un mot-code, interviendraient pour déclencher des opérations défensives, voire pour arrêter leurs supérieurs décidés à ne pas intervenir.

Ernst est arrêté le 3 août, Waibel et Hausamann le lendemain. Au cours de l'instruction, ils apprennent qu'ils peuvent compter sur l'appui d'hommes politiques influents, sur la sympathie du chef de l'état-major général et du commandant en chef lui-même... Vu leurs intentions, incontestablement louables, les meneurs seront punis disciplinairement et leur carrière militaire ne sera pas brisée, bien au contraire: Ernst et Waibel deviendront officiers généraux après la guerre.

Entre 1939 et 1945, trois autres organisations – lé-

⁸ Gautschi, dans son ouvrage, ne pouvait pas tenir compte de la réhabilitation de Marcel Pilet-Golaz, dans l'ouvrage d'Erwin Bucher, *Zwischen Bundesrat und General*.

gales – de résistance voient le jour: l'Office Armée et Foyer, la Ligue du Gothard, un mouvement privé qui agit au grand jour, ainsi que l'Aktion nationaler Widerstand qui, elle, travaille dans l'ombre.

Guisan, homme de droite, face aux socialistes

Au début du service actif, on aurait pu se poser des questions concernant les relations entre le général, un homme de la droite conservatrice, le Parti socialiste et la gauche des syndicats qui se méfiaient encore du commandant de corps Guisan à la veille de son élection. Celui-ci, en fait proche de Gonzague de Reynold, avait manifesté quelques sympathies pour les idées corporatistes. Comme pour l'écrasante majorité des conservateurs, ces idées ne provenaient pas de l'influence d'idéologies étrangères, mais se rattachaient à une nostalgie mythique de l'«Age d'or».

Gautschi fait aussi remarquer que «le traumatisme de la grève générale de 1918, et en particulier la crainte de l'influence dominante du communisme déterminèrent pour longtemps l'attitude de larges couches de la population. On croyait fermement que l'agitation socio-politique de la gauche avait lentement entamé le fondement de la conception fédéraliste de l'Etat (...).» Dans une conférence en 1934, le commandant du premier corps

soutenait que «tous ceux qui haïssent notre armée la haïssent parce qu'elle est l'incarnation de la résistance, le mur contre lequel s'est brisé la vague bolchevique de 1918.»

Un autre problème risque encore d'envenimer les relations entre un Guisan et les leaders de la gauche: si tous les milieux politiques portent la responsabilité des lacunes criantes de l'équipement et de l'armement à l'ouverture des hostilités, les socialistes avaient longuement tergiversé avant de se prononcer clairement pour une défense nationale crédible et accepter de lui accorder les moyens indispensables.

Pourtant, la réserve durant les premiers mois de la guerre se transforme étonnamment en relations de confiance. Guisan, dans l'armée, se fait le promoteur d'actions sociales; de leur côté, des leaders socialistes comme Hans Oprecht se montrent favorables à une défense crédible, reflétant la base militante du parti. Après l'échec de la bourgeoisie de droite, encore traumatisée par la grève générale de 1918 qu'elle voit comme une révolution ratée, et des industriels alignés sur l'«Europe nouvelle» du III^e Reich, Guisan va souvent s'appuyer, en politique intérieure, sur les socialistes, contrairement à Pilet-Golaz qui reste crispé dans son opposition farouche à la gauche démocratique. Dans le même temps, le commandant en chef prête de moins en

moins l'oreille aux milieux de droite prévenus contre les socialistes. En 1943, il semble favorable à l'entrée du socialiste Ernst Nobs au Conseil fédéral, parce qu'il y voit une absolue nécessité, susceptible de maintenir l'union entre le peuple et l'armée. «S'il ne s'était pas quelque peu ouvert à la gauche contre son penchant naturel (...), l'évolution de la Suisse pendant la mobilisation, compte tenu de l'issue de la guerre, aurait été certainement tout à fait malheureuse.»

Les relations avec le Conseil fédéral

En revanche, les relations entre le général et le Conseil fédéral, dont les membres jusqu'en 1943 appartiennent tous à des partis «bourgeois», se caractérisent par des difficultés qui amènent parfois des mécontentements durables, voire de profondes discordes. La popularité de Guisan provoque la jalousie des membres de l'exécutif fédéral, surtout de Pilet et de Kobelt. L'opinion publique n'en a pas conscience, car il n'y a jamais conflit ouvert, bien qu'à certaines périodes, les tensions deviennent insupportables.

Celles-ci apparaissent dès 1940, après la démission de Rudolf Minger qui a toujours été un ami d'Henri Guisan. Les rapports avec Marcel Pilet-Golaz sont franchement mauvais. Il semble qu'en 1943, le général ait cherché à acculer le chef du Département poli-

tique à la démission en lui lançant dans les jambes une sorte d'«affaire Hoffmann»⁹. En juin 1944, les relations entre le commandant en chef et le Conseil fédéral se détériorent encore. On s'évite, car certains conseillers fédéraux semblent ne plus supporter la simple présence du général. Ceci s'explique en partie par le refus du gouvernement de mobiliser des troupes à l'époque du débarquement de Normandie, alors que Guisan voit une grave menace d'invasion de la Suisse par les forces allemandes.

Voilà le contexte dans lequel il faut situer le contenu critique du *Rapport du général*, le «contre-rapport» du Conseil fédéral et tous les remous en relation avec le commandement de l'armée dans l'immédiat après-guerre.

Le mythe Guisan

En septembre 1939, l'élection de Guisan comme commandant en chef est bien accueillie dans l'opinion publique suisse et dans l'armée, sauf par certains officiers, en particulier zurichois. Ces milieux expriment des doutes concernant les capacités stratégiques et opératives, les conceptions de la conduite des hommes du nouveau général qui a été un officier de milice.

Même s'il doit faire face à l'insubordination, voire à la fronde et à la rébellion dans les coulisses de l'armée, il apparaît rapidement comme la personnalité capable de forger la cohésion des Suisses, au-delà de tous les clivages confessionnels, politiques et idéologiques. Il devient le symbole de l'esprit de résistance et de la volonté de préserver le pays des horreurs de la guerre. «Le succès de Gui-

san tient moins à des capacités militaires exceptionnelles qu'aux traits de son caractère.» De son vivant déjà, le rayonnement de sa personne réduit à néant les réserves qu'on peut émettre concernant certaines de ses actions à la tête de l'armée. Pour beaucoup, qui lui vouent un véritable culte, c'est le héros idéalisé.

Personnalité exceptionnelle, Henri Guisan a mar-



⁹Au début de l'année 1918, Arthur Hoffmann, président de la Confédération et, par conséquent chef du Département politique, avait cherché à favoriser des négociations germano-soviétiques en vue d'une paix séparée, sans se rendre compte qu'il violait ainsi gravement ses obligations en tant que membre du gouvernement d'un Etat neutre. En fait, il favorisait l'Allemagne qui, les combats ayant cessé à l'est, aurait pu lancer le gros de ses forces à l'ouest.

qué de son empreinte l'histoire contemporaine de la Suisse. Considéré, de son vivant déjà, comme un père de la patrie, il va devenir,

après sa mort, un mythe national. Willy Gautschi a su donner une image juste et nuancée de la période du service actif et du général

Guisan dont le pouvoir de fascination ne cesse de nous toucher.

H. W.

ce qui est bien
tout pour le bureau

baumann - jeanneret

Genève Arquebuse 8
Tél. (022) 21 52 22 Fax (022) 7811 286

Lausanne Av. d'Ouchy 3
Tél. (021) 20 30 01
Fax (021) 203 010

architecture d'intérieur administratif - décoration
fournitures - systèmes - machines - meubles